

Le long XX^e siècle mémoriel de l'Europe

Réflexions sur la persistance d'une division Est-Ouest

Pierre-Frédéric Weber

Volume 5, numéro 2, décembre 2009

Le retour de l'histoire ? Répercussions européennes et internationales de la réunification allemande

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001457ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001457ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Le Centre canadien d'études allemandes et européennes

ISSN

1718-8946 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Weber, P.-F. (2009). Le long XX^e siècle mémoriel de l'Europe : réflexions sur la persistance d'une division Est-Ouest. *Eurostudia*, 5(2).
<https://doi.org/10.7202/1001457ar>

LE LONG XX^E SIÈCLE MÉMORIEL DE L'EUROPE

Réflexions sur la persistance d'une division Est-Ouest

Pierre-Frédéric Weber
Université de Szczecin

1989, L'ACCÉLÉRATION DE L'HISTOIRE ET LA FIN DU « COURT XX^E SIÈCLE »

S'il est une impression prédominante ressentie aussi bien en 1989-1991 par les contemporains de l'ouverture du rideau de fer, de la chute du mur de Berlin, de la réunification allemande puis de l'implosion de l'Union soviétique (URSS), que par celles et ceux qui cherchent aujourd'hui à porter un regard critique sur ces événements désormais historiques, c'est bien celle d'une extraordinaire accélération. La géopolitique européenne, figée depuis l'immédiat après-guerre en dépit des phases de « dégel » et de « détente » dans la crainte (largement irrationnelle) d'une confrontation nucléaire entre les deux superpuissances, sortait ainsi d'une longue phase hivernale avec la soudaineté de ces grandes et éphémères débâcles de l'été sibérien emportant tout sur leur passage.

Pourtant, de l'aveu de l'historien américain J. L. Gaddis, plutôt proche de la théorie réaliste des relations internationales et spécialisé tant dans l'étude des années 1945-1991 que dans celle des grandes stratégies mondiales,

[n]ous sommes allés trop loin en considérant la guerre froide dans un cadre matérialiste vidé de contenu moral. Il s'agissait d'emblée d'une lutte pour gagner tant l'esprit que le corps et les biens des gens. Nous serons certains de mal comprendre [la guerre froide] si nous manquons de prendre cela en compte. [...] Nous devons être prudents à propos des métaphores méthodologiques que nous gardons à l'esprit. L'histoire de la guerre froide a en effet été écrite trop souvent comme si ses acteurs étaient lisses comme des boules de billard dont la composition interne et le caractère importaient peu. D'un point de vue rétrospectif, la métaphore des pommes et des oranges aurait convenu davantage : au moins, elle aurait permis de rendre compte de l'irrégularité, de l'asymétrie et de la possibilité d'un pourrissement interne.¹



Les nombreuses études menées depuis une vingtaine d'années à la lumière de nouveaux documents d'archives, notamment d'Europe de l'Est, ont confirmé l'idée selon laquelle la notion de « blocs » était une simplification commode et même, à partir des années quatre-vingt, une vue de l'esprit. Alors que la diversité avait marqué les régimes d'Europe de l'Est aussi bien du point de vue de leur naissance que de leur évolution de la fin des années quarante à 1989, leur principal point commun tint à leur effondrement, sous la pression croissante mais pacifique de la société (à l'exception du cas roumain). La perte de légitimité intérieure qui frappait les dirigeants communistes du fait de l'incapacité du socialisme à réaliser le rêve promis par la religion civile marxiste joua un rôle au moins aussi important que la pression extérieure liée à la course aux armements réengagée au début des années quatre-vingt, qui contribua certes à mettre à genou l'économie planifiée de l'URSS. Toutefois, par cette rationalisation *ex post*, les commentateurs officiels de la diplomatie américaine s'attribuèrent sans doute trop facilement le mérite exclusif de la victoire sur le communisme.² On devrait également se garder de présenter la fin de la guerre froide en Europe comme logique, attendue voire prévisible, comme on le lit parfois à travers les mémoires de certains acteurs de l'époque ainsi que des ouvrages historiographiques – pas seulement d'ailleurs à propos du rôle des États-Unis.³

Dans la perspective de l'histoire événementielle, il ne fait aucun doute que le XX^e siècle fut bref, si on le considère comme celui des « extrêmes », marqué par une guerre de masse (1914-1918), une guerre totale (1939-1945) puis une guerre de « religion » sans confrontation directe (1947-1991), les deux premières étant parfois considérées comme les deux phases explosives d'une « guerre de trente-et-un ans » (E. Hobsbawm).

Le rythme accéléré qui a abouti à la sortie de la guerre froide, c'est-à-dire – au fond – d'une longue phase d'après-guerre, n'a pas pour autant conduit à l'achèvement complet du « siècle des extrêmes ». Celui-ci dure encore – dans les mémoires. Le traitement mémoriel de l'histoire du XX^e siècle par les sociétés des pays européens a donné lieu depuis une décennie à un regain de conflits, rendant le siècle passé plus présent que jamais. À l'asynchronie traditionnelle entre les rythmes de l'événementiel et du mémoriel viennent s'ajouter les effets identitaires durables de l'ancienne division Est-Ouest sur les sociétés d'Europe centrale : la rupture de 1989 a libéré le fort potentiel de contestation mémorielle qui couvait à l'Est.⁴

Dans la présente contribution, qui s'appuie en particulier sur des exemples d'Europe centrale (Allemagne, Pologne) et orientale (pays baltes, Russie), on cherchera à expliquer sur quels éléments historiques et politiques se fonde ce « retour de l'Histoire » (Kagan)⁵. Trois grandes questions se posent : 1) Pourquoi si

tard ? 2) Quels ont été les déclencheurs ? 3) Quels sont les facteurs de la dichotomie mémorielle Est-Ouest ? Enfin, on s'interrogera sur les conditions d'une culture mémorielle européenne.

1. L'OPTIMISME DES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX

1.1 « La fin de l'histoire »

L'atmosphère particulière qui régnait au moment de la chute ou plutôt du démantèlement du mur de Berlin en novembre 1989, ainsi qu'au fil des mois consécutifs au cours desquels la fin du communisme en Europe de l'Est fut consommée, exerça une forte influence sur la perception de ce processus à l'Ouest. Les scènes de liesse populaire, de retrouvailles sur les brèches du mur ou encore le concert improvisé de Mstislav Rostropovitch, le 11 novembre 1989, en plein air devant la foule et les caméras du monde entier contribuèrent à renforcer le sentiment d'un heureux bouleversement qui devait marquer pour certains non pas la fin d'une décennie, mais l'achèvement d'une ère de l'humanité. Il faut sans doute souligner à ce propos le rôle-clé joué par les médias et remarquer la formidable percée de l'information au sujet des événements et des évolutions en Europe de l'Est, depuis la crise de 1953 en République démocratique allemande (RDA), en passant par exemple par celles de Budapest (1956), Prague (1968), Dantzig (1980). Alors que la mise au pas du Printemps de Prague avait été retransmise pour l'essentiel par les médias de quelques pays neutres (en particulier autrichiens), l'ouverture de Berlin-Est au monde occidental se déroula en direct sous les yeux de centaines de millions de téléspectateurs, grâce aux progrès de l'information rendus possible notamment par le processus d'Helsinki (Conférence pour la Coopération et la Sécurité en Europe, CSCE) depuis 1975.

La communion des peuples devant l'événement avait dès lors quelque chose de quasi *religieux* : au sens étymologique tout d'abord, en tant que la chute du mur donna l'occasion de *réunir* les citoyens d'Europe et au delà, de forger une expérience commune et – pour les populations les plus directement concernées – un lieu de mémoire. Mais la religiosité se manifeste également si l'on considère l'ensemble de la guerre froide sous son aspect *idéologique*.⁶ La confrontation, pendant près d'un demi-siècle (mais on pourrait remonter pratiquement jusqu'à la révolution russe d'octobre 1917), entre deux conceptions de l'Homme et de la société, entre la pensée libérale et le marxisme, avait fini par trouver sa solution historique, quoiqu'à l'opposé de ce que prédisait Marx ; le modèle occidental l'emportait et ce succès prit vite, aux États-Unis surtout, les traits d'une victoire du Bien sur le Mal – motif récurrent de la politique étrangère américaine depuis le

début des années quatre-vingt. On ne doit donc pas sous-estimer la dimension biblique inhérente sinon aux événements eux-mêmes, du moins à leur perception par une partie des acteurs déterminants à l'Ouest : la narration dominante, au début des années quatre-vingt-dix, avait bien les traits d'une eschatologie.

Bien que le titre de l'ouvrage de Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, maintes fois cité par ses détracteurs (y compris par certains qui ne l'avaient manifestement pas lu...), ne doive pas être interprété au pied de la lettre, comme l'affirmation péremptoire de la fin des temps au terme d'un knock out infligé par le libéralisme au communisme, il n'en reste pas moins que l'auteur y exprime la conviction – symptomatique du moment historique d'alors – en l'avènement progressif et prochain de l'humanité au stade supérieur d'un monde libéré des conflits violents du XX^e siècle grâce à la diffusion du modèle démocratique.⁷ Véritable acte de foi du libéralisme américain, basé sur le fait que les guerres sont moins nombreuses entre les États démocratiques qu'entre ceux-ci et les dictatures ou entre ces dernières, il témoigne d'un formidable moment d'espoir, empreint du sentiment d'invincibilité retrouvée des États-Unis après des années soixante-dix et quatre-vingt difficiles.⁸ En somme, pour clore un chapitre, on en était tenté de clore tout le Livre.

L'Europe occidentale, que la présence de traditions politiques plus différenciées rendait sans doute moins perméable à cet enthousiasme, n'en goûtait pas moins la joie des retrouvailles (bien plus forte encore à l'Est), alors que la Communauté économique européenne (CEE) devenue Union européenne (UE) cherchait à concilier élargissement et approfondissement. La première guerre de Yougoslavie (1991-1995) vint rappeler la fragilité des acquis.

1.2 Usages et abus de la « réconciliation »

La première décennie du nouvel ordre européen fut marquée, au cœur du continent, par ce que l'on pourrait appeler une seconde vague de réconciliation. Les années cinquante et soixante avaient vu le rapprochement de États d'Europe occidentale, en particulier entre la République fédérale d'Allemagne (RFA) et les pays agressés en 1939/1940 par l'Allemagne nazie ; de la Déclaration de Robert Schuman et Jean Monnet, le 9 mai 1950, au Traité de l'Élysée (dit « Traité de réconciliation franco-allemand »), le 22 janvier 1963, ce sont notamment les deux anciens ennemis de l'ouest européen, Français et Allemands, qui parvinrent à s'entendre – pour le bien de la construction européenne. Vers l'Est, un processus semblable était exclu, la RFA tardant à reconnaître la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale polonaise d'après-guerre, et les régimes communistes d'Europe de l'Est diabolisant l'Allemagne de l'Ouest pour les besoins de la propagande intérieure. Le mouvement engagé dans la Politique vers l'Est

(*Ostpolitik*) de la RFA à partir de 1969 fut d'ailleurs désigné, de façon moins cordiale et bien plus ambiguë, par le terme de « normalisation » ;⁹ celle-ci, même si elle fut précédée et accompagnée par des initiatives de la société civile (des Églises, par exemple) concernait avant tout les rapports interétatiques.

Le mythe fondateur et la raison d'État de la RDA lui interdisaient d'engager un quelconque processus dit « de réconciliation » : fondée par des communistes est-allemands se voyant eux-mêmes comme victimes du fascisme, elle ne pouvait que se joindre à la dénonciation par le camp des démocraties populaires des « agissements revanchards et révisionnistes » de la RFA. Elle favorisa alors la diffusion du slogan de la « fraternité socialiste » avec les pays d'Europe de l'Est. Répété à l'excès, il fut l'arbre qui cachait la forêt du non-dit entre Allemands de l'Est d'une part, Polonais ou encore Tchèques d'autre part. Ce mutisme de fait, déguisé en unanimité officielle, retarda de plusieurs décennies le dialogue réel.¹⁰

L'exemple le plus marquant de la seconde vague de réconciliation concerna, dans les années suivant la réunification allemande, les Allemands et les Polonais, qui s'inspirèrent fortement d'ailleurs du processus franco-allemand.¹¹ Elle coïncidait avec la redécouverte du passé allemand en Pologne dans les territoires annexés après 1945. Le mouvement avait été lancé par le geste fondateur de la cérémonie du 12 novembre 1989 à Kreisau/Kryżowa en Basse Silésie, à laquelle avaient assisté le chancelier Helmut Kohl et le premier Premier ministre polonais non communiste, Tadeusz Mazowiecki. Animées du désir de bien faire mais également de la volonté de rattraper le temps perdu, les initiatives successives au niveau officiel ou dans la société civile prirent un tour plus routinier ; certains politologues observèrent avec lassitude ce « kitsch de la réconciliation ».¹² L'épuisement du discours sur la réconciliation fondé sur l'euphorie à marche forcée des rapports germano-polonais résultait, comme nous l'expliquons plus loin, d'un manque de prise en compte de l'asymétrie mémorielle Est/Ouest en Europe.

1.3 *Les années de transition socio-économique et politique*

En dehors de l'euphorie conjoncturelle et du nouvel élan de rapprochement et de réconciliation à l'échelle du continent, il est un autre facteur qui permet de comprendre pourquoi, dans une étape initiale couvrant plus ou moins les années quatre-vingt-dix, les questions mémorielles n'ont pas joué un rôle de premier plan. Après la fête de 1989, c'est le retour à la réalité qui s'est imposé ; celle-ci d'abord révélait l'immensité du chantier à accomplir pour arrimer les économies des anciens États socialistes au modèle ouest-européen et, plus largement, occidental.

Les États de la CEE avaient déjà pris la mesure des réformes nécessaires et une concertation existait, dès la seconde moitié des années quatre-vingt, au sein du Club de Paris, entre les principaux créanciers occidentaux (en particulier la France et la RFA) à propos du problème de la dette des pays de l'Est. La France, dès la chute du rideau de fer, fut à l'initiative de la création, en décembre 1989, du programme d'aide PHARE destiné à accompagner la transition économique en Pologne et en Hongrie (élargie plus tard à d'autres candidats). De plus, la Banque européenne de Reconstruction et de Développement fut fondée, elle aussi, sur une idée française (lancée par le président François Mitterrand), concrétisée en mai 1990.

Les économies planifiées avaient essayé de compenser le manque de libertés politiques et sociales par un soutien à la consommation visant à assurer la satisfaction des besoins matériels. Devant l'impossibilité des systèmes de production étatisés à répondre à la demande grandissante des populations, le seul salut était venu des investissements et des prêts accordés par l'Ouest, ce qui entraîna les régimes communistes dans la spirale de l'endettement massif et augmenta leurs difficultés intérieures. Le passage à l'économie de marché passa par une phase de rupture radicale avec l'ancien système, la « thérapie de choc » imaginée pour la Pologne par l'économiste Leszek Balcerowicz, visant d'abord à juguler l'inflation galopante (plus de 600% en 1989¹³) au prix de lourdes conséquences sociales immédiates (chômage). La phase de transition la plus difficile dura en moyenne jusqu'en 1993-1995, après quoi les premiers fruits des efforts drastiques entrepris purent être récoltés (baisse de l'inflation, stabilisation des monnaies, augmentation des échanges commerciaux,...).

Dans le centre-est du continent, l'aspiration première était de s'intégrer le plus rapidement possible dans le marché commun ouest-européen et plus largement l'UE (même si le besoin le plus fort était celui de la sécurité par rapport à la Russie, ce qui conduisit à l'adhésion des premiers États d'Europe centrale à l'OTAN dès 1999 : Hongrie, Pologne, République Tchèque). À mesure que la certitude d'une proche adhésion à l'UE se précisait et que les économies se stabilisaient – sur fond de paysage politique souvent encore assez fluctuant quant à la structure des partis, etc. –, ces pays commencèrent à se montrer plus réceptifs pour d'autres priorités, d'ordre identitaire ; la recherche d'une autodéfinition de l'identité nationale dans un contexte radicalement nouveau fit ressurgir l'histoire en tant que facteur déterminant. Pour cela, il fallut plusieurs éléments déclencheurs.

2. LES ANNÉES 2000 OU LA MÉMOIRE COMME ENJEU

2.1 *La libération mémorielle post-communiste*

Alors que le *samizdat* et les dissidents émigrés à l'Ouest avaient commencé à dénoncer les crimes du système communiste bien avant sa chute, la reconnaissance officielle de leur existence ne put se faire véritablement qu'après le changement de régime dans les pays concernés et, surtout, après la mutation semblable qui s'opéra en Russie à partir de 1991. Au cours des premières années de la transition démocratique, l'État russe ouvrit largement les archives soviétiques et le président russe Boris Eltsine fit preuve de coopération quant à la reconnaissance de certaines exactions imputables à Staline. Le cas le plus connu en reste sans doute le massacre des officiers polonais près de Smolensk, dans la forêt de Katyń en avril 1940, par des agents du NKWD – ancêtre du KGB : Eltsine, à la suite des premiers aveux de Michail Gorbatchev au printemps 1990, reconnut la responsabilité soviétique dans le massacre et autorisa, le 14 octobre 1992, la transmission à la Pologne du contenu d'archives secrètes impliquant directement les dirigeants soviétiques de l'époque (Staline, Beria).¹⁴

L'entrée dans la sphère publique du témoignage de souffrances longtemps restées tabou dans l'aire d'influence soviétique, car infligées ou approuvées par l'État qui avait « libéré » les peuples d'Europe centrale du joug nazi en 1945, fut le déclencheur d'un mouvement d'investigation historiographique en même temps que d'une libération de la mémoire par de nombreux témoignages, aussi bien en Pologne, qu'en Hongrie ou encore (avec quelque retard) en Roumanie.

Il fut d'autant plus frappant de voir la Russie se refermer et inverser les tendances démocratiques, instaurées en 1991, pour revenir à plus d'autoritarisme sous le successeur désigné d'Eltsine – Vladimir Poutine – à partir de 1999. Issu du système soviétique dont il avait servi les services secrets, le nouveau président s'attacha à revaloriser le passé soviétique de la Russie, faisant adopter en décembre 2000 la mélodie de l'ancien hymne soviétique comme hymne de la Fédération de Russie et déclarant en avril 2005 que la fin de l'URSS avait constitué « la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle ».¹⁵

Cette évolution en forme de reculade fut concomitante du renforcement des partis de la droite patriotique dans les pays d'Europe centrale et orientale, que ce soit en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie ou dans les États baltes (en particulier en Estonie et en Lettonie). Le parti polonais Droit et Justice (*PiS*), issu du mouvement *Solidarność*, fit même de la différence d'interprétation historique du crime de Katyń un *casus belli* diplomatique polono-russe. Le « retour de l'Histoire » comme

élément de légitimation du pouvoir, tel qu'observé en Russie¹⁶, eut donc un effet direct sur le retour de l'Histoire comme facteur politique et identitaire en Europe centrale, aussi bien dans la zone entière prise comme région intermédiaire du continent que dans quelques-uns des pays qui la composent.

2.2 *La résurgence des souffrances allemandes*

Cette tendance russe à revenir, par l'intermédiaire d'une réinstauration d'anciens canons identitaires issus de l'époque soviétique, sur le processus de démocratisation enclenché depuis les années quatre-vingt-dix coïncida par ailleurs avec la redécouverte par l'Allemagne de ses propres victimes de la Seconde Guerre mondiale. Alors que, surtout depuis les années soixante et la révolte générationnelle de '68, la RFA s'était livrée à un important travail de mémoire par la thématisation approfondie de l'Holocauste (*Vergangenheitsbewältigung*), certains historiens de l'Allemagne réunifiée et redevenue finalement un État européen « normal » se penchèrent sur la question des souffrances allemandes.¹⁷ Encore présente dans l'espace public ouest-allemand au cours de la période Adenauer dans les années cinquante, sous l'effet de l'arrivée massive d'expulsés des anciens territoires allemands d'Europe centrale et des colonies d'Europe de l'Est, cette thématique avait fini par disparaître sous la masse des révélations sur l'horreur nazie.

Les deux principaux sujets portaient sur le bombardement massif des villes allemandes au cours des dernières années de la guerre (1944-1945) ainsi que sur l'expulsion sauvage puis la migration forcée des populations germaniques des territoires annexés par la Pologne sur décisions des Alliés en 1945, mais aussi des terrains de Prusse orientale passés sous autorité soviétique, des Sudètes tchécoslovaques et des colonies de peuplement notamment de Hongrie, de Roumanie et d'URSS. Laissées jusqu'à présent en pâture aux extrémistes qui s'en servaient pour « compenser » le poids des crimes nazis¹⁸, ces victimes allemandes de la guerre réinvestirent l'*agora* grâce aux publications de Winfried G. Sebald et de Jörg Friedrich, l'ouvrage de ce dernier, *Der Brand* (2002), battant immédiatement des records d'édition. La même année vit la parution du récit *Im Krebsgang* de Günter Grass, dans lequel l'auteur abordait un épisode de la fuite des Allemands de Pologne au cours de l'hiver 1945 sous le feu nourri de l'Armée Rouge.

Bien que différents dans leur approche (historiographique/romanesque) et par l'autorité morale de leur auteur respectif, ces deux livres furent perçus comme le signe d'un changement dans la mémoire de la société allemande, d'autant plus qu'ils avaient été précédés, en 1998, par le discours controversé de l'écrivain

Martin Walser dans la Paulskirche de Frankfurt, dans lequel celui-ci s'était déjà prononcé pour une libération mémorielle.

Toutefois, ce sont deux autres faits qui suscitèrent les réactions les plus vives en Europe centrale, notamment en Pologne et en République Tchèque : d'une part la création en Allemagne de la *Preußische Treuhand* (décembre 2000), société fiduciaire se fixant pour objectif d'obtenir des dédommagements pour les pertes patrimoniales des Allemands à l'est (prioritairement en Pologne) ; d'autre part, le projet de création d'un « Centre contre les expulsions », lancé en septembre 2000 par la présidente de l'Association des expulsés allemands (*Bund der Vertriebenen*), Erika Steinbach. Ces initiatives suscitèrent la crainte, particulièrement forte en Pologne, d'un révisionnisme allemand, qui viserait à poser les Allemands en victimes de la guerre déclenchée par Hitler.

2.3 La confrontation des anciens pays de l'Est avec leurs lacunes mémorielles

Alors que les peuples d'Europe centrale et orientale disposaient des conditions politiques nécessaires au traitement de tout un pan de leur passé, refoulé par la propagande communiste pour les besoins de la fraternité avec l'URSS, ce qui ne manqua pas de réveiller également des courants nationalistes, un autre ouvrage historiographique vint semer quelque désordre (salutaire...) dans le paysage mémoriel de cette région du continent. De nouveau, c'est la Pologne qui se retrouvait au centre de l'attention, mais cette fois-ci pour être pointée du doigt. Le titre lapidaire, « Voisins », du travail de recherche de l'Américain Jan T. Gross mit en évidence l'existence d'actes de barbarie antisémite perpétrés non pas seulement par l'armée allemande, mais bien par des Polonais ordinaires – en particulier en juillet 1941 dans le village de Jedwabne qui servit d'étude de cas.¹⁹ À mille lieues des discours martyrologiques remontant à la métaphore du « Christ des nations » inventée par le poète national polonais Adam Mickiewicz au XIX^e siècle, on découvrait là non pas des victimes polonaises mais des coupables de crime contre l'humanité à l'encontre de leurs compatriotes juifs. D'autres cas, comme le pogrom de Kielce, après la fin de la guerre en juillet 1946, peut-être lancé à l'instigation de la police secrète communiste polonaise, mais impliquant fortement la population locale de cette ville, vinrent raviver les polémiques sur l'existence d'un antisémitisme traditionnel en Pologne.

La recherche a établi que des crimes semblables, impliquant les populations locales, avaient été commis également dans d'autres pays occupés par les troupes allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, plusieurs centaines de Lituaniens s'engagèrent – volontairement – dans la *Waffen-SS* et participèrent à la destruction de la communauté juive de Vilnius (le nombre de Juifs de Lituanie

diminuant de près de 90% par rapport à la population d'avant-guerre d'environ 160 000 membres²⁰). Les unités mobiles d'extermination (*Einsatzgruppen*), accompagnant les troupes allemandes dans leur pénétration du territoire soviétique et de l'Europe du sud-est, recrutaient aussi parmi les Hongrois, les Ukrainiens et les Roumains. Il convient de noter qu'il ne s'agissait pas seulement d'enrôlés de force (comme les Malgré-nous alsaciens de l'armée allemande).

La collision mémorielle entre d'une part le rappel des souffrances subies sous les totalitarismes – représentées de plus en plus, au cours des années quatre-vingt-dix et deux mille, dans des musées spécifiques (à Riga notamment²¹) – et d'autre part la (re)découverte des souffrances infligées et longtemps refoulées, de même que les variations observées dans la gestion publique de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Allemagne et surtout en Russie, ont eu pour conséquence une réactualisation du XX^e siècle dans la sphère publique. De plus, celle-ci a fait apparaître la persistance d'une division Est/Ouest, dont il convient à présent de clarifier les éléments d'explication historiques et politiques.

3. EST/OUEST : LA DIVISION MÉMORIELLE

3.1 *Nation, identité, mémoire*

Il semble que la dichotomie observée entre le traitement mémoriel de l'histoire du XX^e siècle à l'est et à l'ouest du continent dépende fortement de la différence existant dans le rapport des pays concernés à la nation.

Les nations européennes situées entre l'Allemagne et la Russie se sont constituées assez tardivement, et sont issues de deux grands ensembles multiethniques : la République polono-lituanienne des Deux Nations (1569-1791), qui rassemblait en particulier des Polonais, Litvaniens, Biélorussiens et Ukrainiens, ainsi que l'Empire d'Autriche(-Hongrie), qui regroupait entre autres populations non-germaniques des Polonais, Tchèques, Slovaques, Hongrois – pour ne citer que les exemples les plus marquants du centre-est européen (1804-1916). La création des États-nations correspondants est encore plus récente, puisqu'elle n'intervint qu'au cours de la première moitié du XX^e siècle, l'existence de fortes minorités nationales restant la caractéristique principale de l'Europe centrale jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Les migrations forcées de la guerre et de l'après-guerre, qui détruisirent en quelques années, parfois en quelques mois seulement, des microcosmes culturels à la multiethnicité complexe, accélérèrent par leur violence le processus d'homogénéisation nationale et firent apparaître après 1950 environ des États

unitaires. *Toutefois*, en raison de la prise d'influence du communisme dans cette zone de l'Europe, celle-ci ne put pas connaître l'évolution observée plus à l'ouest au cours de la seconde moitié du siècle dernier. Cela n'était pas le résultat, comme on a été tenté de le croire pendant la guerre froide, d'une dévalorisation des nations au bénéfice de l'internationalisme socialiste, mais plutôt la conséquence d'une instrumentalisation particulièrement dommageable du nationalisme afin de pérenniser les régimes communistes à l'Est. Purgées de leurs contenus gênants pour le pouvoir et pour l'URSS²², les mémoires nationales servirent à légitimer l'installation du communisme en Pologne, en Hongrie, en Roumanie et ailleurs. La réutilisation des motifs nationaux et nationalistes du début du siècle assura leur pérennité bien au-delà de la chute des régimes qui s'en servirent pendant quarante ans.²³ En Pologne, certains motifs de la droite nationalistes d'avant la Première Guerre mondiale (Roman Dmowski) alimentèrent ainsi les discours politiques aux accents antigermaniques aussi bien avant 1989 que dans les années 2000 chez les anti-communistes convaincus réunis autour des frères Kaczyński.

À cela, il convient d'ajouter que la plupart des peuples slaves d'Europe centrale ont développé au fil des expériences douloureuses de leur histoire respective (et parfois commune) une identité nationale fondée sur le statut de victime et le rappel de défaites tragiques.²⁴ Sous l'effet de la libération mémorielle évoquée plus haut, après 1989, certains motifs de ce type furent réactivés, ce qui renforça la concurrence au sein même de l'espace centre-européen, alors que la culture mémorielle semble évoluer de plus en plus, dans le monde occidental, vers la mise en exergue des victimes.²⁵ S'il est vrai, certes, que la transition de 1989-1991 n'eut pas pour effet, entre voisins d'Europe du centre et de l'est, de déchaîner un potentiel d'agression jugulé sous le communisme²⁶, comme ce fut en revanche le cas entre les peuples de Yougoslavie au cours des années quatre-vingt-dix, il reste néanmoins jusqu'à aujourd'hui des sources de tensions mémorielles, surtout avec la Russie des années 2000.

À l'Ouest, la pratique démocratique, l'essor économique et le métissage culturel par une immigration extra-européenne massive, sans oublier les progrès de l'intégration européenne (malgré le respect du principe de l'Europe des nations, surtout sous la pression du général de Gaulle, en France), firent passer les États progressivement à une phase qualifiée par certains dès les années quatre-vingt-dix de « post-nationale ».²⁷

Il serait toutefois erroné de déprécier en bloc le retour des nations à l'est. Sans doute était-il un passage obligé, dans sa forme modérée, pour assurer la cohésion au moment d'une transition sans précédent pour des pays à l'identité étatique encore faible (les pays baltes notamment). Nation et démocratie ne s'excluent pas

fondamentalement, or parfois, comme le regrette B. Christophe, « la critique occidentale du nationalisme post-socialiste pêche par suffisance ».²⁸

3.2 *Le désenchantement démocratique*

Malgré un apprentissage rapide de la démocratie qui pouvait s'appuyer, pour des pays tels que la République Tchèque, la Slovaquie²⁹ ou encore la Pologne, sur la brève expérience interrompue de l'Entre-deux-guerres, la vie en démocratie a révélé son aspect routinier, basé sur le rythme des élections, à des populations marquées par des décennies de régime autoritaire. Celui-ci était certes fondé sur l'immobilisme politique mais également enclin à davantage de mise en scène dans la sphère publique ainsi qu'à une plus forte influence collective sur les individus. Il n'est guère iconoclaste d'affirmer que la fin de la propagande étatisée, remplacée par la diversité des opinions politiques, créa un besoin de repères dans les sociétés concernées.

Par ailleurs, on note que l'Europe de l'Est a adopté le modèle démocratique occidental au moment où ce dernier commençait déjà à présenter ses premiers signes d'essoufflement ou de crise. Celle-ci touchait à vrai dire l'État-nation et sa capacité à répondre aux nouveaux défis transfrontaliers créés par le processus de mondialisation. L'ouverture imposée notamment par les flux commerciaux mondiaux et l'interdépendance croissante des économies nationales suscita des mouvements de repli identitaire dans de nombreux pays d'Europe, ce qui se traduisit par la montée en puissance des partis extrêmes ; la droite populiste fit particulièrement entendre parler d'elle en Europe occidentale, axant son discours sur la défense des États face à l'immigration des pays du Sud et à la menace islamiste.³⁰ L'est du continent en revanche, avec ses sociétés caractérisées par l'absence quasi totale de populations immigrées extra-européennes, vit apparaître une autre forme de fermeture par le retour à des références passées, ce dont témoigna la percée de partis tels que le *Fidesz* conservateur et nationaliste en Hongrie (mais aussi le *Jobbik*, ouvertement xénophobe) ou encore le Parti national slovaque (SNS) en Slovaquie ; on peut citer aussi les partis Autodéfense (*Samoobrona*) ou Ligue des Familles polonaises, encore bien représentés jusqu'en 2007/2008 en Pologne.

Subissant les remises en question du modèle de l'État-providence avec la même force que les pays d'Europe occidentale, mais sans en avoir eu une pratique identique ni aussi longue, les pays d'Europe centrale et orientale générèrent dans leur paysage politique des réponses ou, à défaut, des réflexes identitaires correspondant à leur expérience distincte, en réaction au problème formulé ainsi par Habermas : « Pour un État-nation qui voit sa marge de manœuvre limitée et

son identité collective menacée, il devient plus difficile de satisfaire à l'exigence de légitimation. Comment réagir ? »³¹

3.3 *Les freins à l'occidentalisation de la mémoire du XX^e siècle en Europe*

La narration dominante de la fin de la guerre froide comme aboutissement victorieux des efforts occidentaux en vue de l'effondrement du communisme apparaît à bien des égards, vingt ans plus tard, comme une post-rationalisation trop simpliste. Depuis, on sait tout autant l'importance des mouvements d'opposition intérieure au cours des années quatre-vingt que la surprise causée par la précipitation des événements dans les cabinets ministériels des grandes capitales de l'Ouest en 1989. Quant à établir un canon narratif cohérent et équilibré, non seulement de la Seconde Guerre mondiale, mais également de la guerre froide et de son achèvement, il se heurte souvent à la question : « À qui appartient la victoire sur le communisme ? »³² L'assurance occidentale et le manque d'intérêt pour l'expérience politique, sociale et économique vécue à l'est du rideau de fer pendant près d'un demi-siècle, ont fait apparaître un élément supplémentaire de division mémorielle entre les deux parties du continent.

« Révolution de rattrapage »³³, « retour en Europe »³⁴ – un certain nombre de mots issus des modèles narratifs dominants à l'ouest du continent, d'ailleurs inspirés parfois par les réflexions de dissidents ou d'émigrés de l'est(!), donnent un peu l'impression que les pays naguère sous l'influence de l'Union soviétique auraient (eu) quelque chose à prouver, comme un examen de passage à réussir. De plus, la fixation sur les événements les plus spectaculaires, c'est-à-dire ceux qui se déroulèrent en Allemagne de l'Est et principalement à Berlin, a eu tendance à laisser dans l'ombre les processus intervenus dans les autres démocraties populaires de l'époque, créant le sentiment d'une révolution/transition oubliée ou volée.

Le cas polonais est là encore représentatif. En 2009, à l'approche des commémorations officielles du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin, la façade de l'ambassade de Pologne à Berlin s'est recouverte d'un transparent monumental rappelant en grosses lettres que « Cela commença à Dantzig » (*Zaczęło się w Gdańsku*) – allusion aux premières grèves sur les chantiers navals. L'Institut pour la Mémoire nationale (*Instytut Pamięci Narodowej*) a pour sa part lancé un grand cycle de conférences et autres manifestations commémoratives sous le titre « Cela commença en Pologne » (*Zaczęło się w Polsce*). On assiste donc à une nette concurrence pour la paternité de la chute du communisme en Europe de l'Est, dont les causes ne tiennent pas uniquement à la couleur politique des partis dominants (à l'époque le parti de droite nationale conservatrice Droit et Justice du défunt président Lech Kaczyński) ; plus profondes, elles s'alimentent plutôt du

souci de la Pologne de ne pas seulement apparaître comme un état bénéficiaire de l'élargissement européen depuis 2004, mais de rappeler aussi sa propre contribution historique à l'achèvement du rêve d'unification de l'Europe divisée par la guerre froide.

Enfin, on l'a vu, la Russie – tout en se modernisant – renoue avec sa tradition de grandeur impériale et réhabilite certains éléments symboliques de l'héritage soviétique. Son refus de renier l'intégralité de son passé au XX^e siècle risque fort de se heurter encore à la vision occidentale de la victoire sur le communisme.³⁵

4. ENTRE UNICITÉ ET MULTIPLICITÉ – QUELLE CULTURE MÉMORIELLE EUROPÉENNE ?

4.1 À la recherche d'un dénominateur commun

L'observation d'importantes variations mémorielles et, parfois, de la concurrence entre les mémoires de l'est et de l'ouest de l'Europe pousse à s'interroger sur les possibilités d'un rapprochement qui permettrait de tenir compte des diverses expériences historiques tout en cherchant une sorte de fonds mémoriel commun à l'ensemble des Européens par delà leurs différences.

E. Hobsbawm note que le XX^e siècle fut marqué par un formidable développement technologique et économique, qui se traduisit par un accroissement exponentiel de la richesse mondiale – sans pour autant que celle-ci profite à l'ensemble des habitants de la planète. Pourtant, ce qui prévaut lorsqu'on se retourne sur le siècle écoulé, c'est l'impression d'une longue chaîne de violences. « Pourquoi le siècle ne s'acheva-t-il pas par une grande fête, eu égard aux progrès extraordinaires et jamais vus, mais plutôt dans une ambiance de malaise ? »³⁶ Certes, le fait que ce siècle fut bien plus mortifère que les précédents, avec des pertes humaines violentes estimées à environ 187 millions, soit 10% de la population de l'année 1900³⁷, y fut pour quelque chose. L'auteur ajoute cependant un autre élément d'explication, plus spécifiquement européen : le XX^e siècle fut celui de la fin de l'eurocentrisme, du déclin de l'Europe. Malgré le relèvement rapide de la partie occidentale du continent après la Seconde Guerre mondiale, le centre de gravité du monde s'est inexorablement déplacé – vers l'Océan Pacifique qui constitue la nouvelle *mare nostrum* des grandes puissances du XXI^e siècle que sont les États-Unis et la Chine.

La prise de conscience d'une nécessaire humilité dans un monde radicalement différent de ce qu'il était avant 1914, mais aussi d'une responsabilité historique devant l'humanité, voilà ce qui semble constituer l'héritage commun des

Européens. A. Assmann va jusqu'à suggérer que le seul véritable élément de convergence serait l'Holocauste³⁸, tout en précisant que cette catégorie ne doit pas nécessairement être réservé à l'usage exclusif de l'extermination des Juifs d'Europe, sans pour autant diluer le crime subi par ceux-ci dans un ensemble plus vaste de victimes – un risque qui n'existe plus, à vrai dire, tant le souvenir de l'Holocauste fait partie, depuis les années quatre-vingt, du canon mémoriel établi, à l'échelle européenne et mondiale. L'Holocauste, en tant qu'exemple-type de la barbarie du XX^e siècle, serait ainsi la mémoire négative de l'Europe.

Loin de confiner au regret et à la mortification, ce memento de l'âge des catastrophes donne à l'Europe, encore en phase d'unification et d'intégration, sa vocation : le respect, en son sein et hors de ses frontières, des valeurs positives sur lesquelles elle s'est bâtie depuis l'Antiquité, intégrant l'héritage antique et la morale judéo-chrétienne, mais plus largement la défense des droits fondamentaux de la personne humaine. L'Europe, dont le défaut d'identité collective est souvent critiqué et regretté, pourrait ainsi s'appuyer sur une « culture de référence », telle que définie par B. Tibi : « le primat de la raison sur la révélation religieuse [...], les droits humains individuels (donc pas de droits collectifs), la démocratie séculière fondée sur la séparation entre religion et politique, le pluralisme reconnu universellement ainsi que la tolérance sécularisée et marquée par la réciprocité ».³⁹

4.2 *Relativité mémorielle vs. relativisme*

Toutefois, il ne s'agit pas d'eupéaniser le monde, mais d'abord d'eupéaniser l'Europe⁴⁰, car là où – en référence inversée à la célèbre formule de Clausewitz – la politique historique est encore la poursuite de la guerre par d'autres moyens, le processus d'eupéanisation, c'est-à-dire de « dé-barbarisation »⁴¹, n'est pas accompli. Celui-ci doit passer par l'historicisation et donc la remise en contexte des diverses expériences historiques nationales en Europe, afin de sortir de la logique de confrontation, mais aussi de barrer la route à un relativisme qui prétendrait que tout se vaut.

Parmi les règles de conduite formulées par A. Assmann, l'une des meilleures spécialistes du triptyque histoire-mémoire-identité, deux surtout semblent d'une importance capitale : d'une part, il convient de distinguer le souvenir et son interprétation ainsi que les revendications éventuelles qui peuvent y être attachées ; d'autre part, il faut renoncer à toute forme de mise en balance cherchant à justifier ou affaiblir certains crimes par le rappel de ceux des autres. Tenir compte du contexte suppose de reconstruire par le regard de l'historien les liens de causalité et de penser les expériences locales dans le cadre plus large de l'espace européen au cours du XX^e siècle.

Les polémiques autour de l'institutionnalisation de la mémoire de l'expulsion des Allemands d'Europe centrale et orientale après la Seconde Guerre mondiale en sont l'un des exemples les plus parlants. Depuis que le projet lancé en l'an 2000 par la présidente de l'Association des Expulsés (*BdV*) en vue de la construction d'un monument à la mémoire des expulsés et des victimes de cette expulsion à Berlin a commencé à susciter d'âpres débats en Allemagne comme dans les pays voisins concernés par les faits historiques évoqués, de nombreuses variantes ont été envisagées pour sortir de la logique unilatérale et germanocentrée. Décliné au pluriel comme un centre contre *les expulsions* ou encore conceptualisé comme un réseau de mémoire s'appuyant sur plusieurs musées à travers l'Europe, le projet a été discuté par de nombreux cercles à l'intérieur de la discipline historique comme dans les médias et dans le monde politique, sans que pour l'instant aucune décision définitive n'ait été arrêtée.⁴²

Insistant sur l'interdépendance des migrations forcées de la guerre et de l'après-guerre, ainsi que sur leur dimension européenne, les spécialistes allemands et polonais du Groupe Copernic ont publié plusieurs textes-cadres suggérant à ce propos une historicisation du XX^e siècle comme « siècle des migrations forcées ».⁴³ Le partage de connaissances au sujet des déplacements de populations est la condition à une sortie du discours martyrologique qui caractérise encore la politique historique dans bien des pays d'Europe centrale ; cela semble non seulement une nouvelle étape souhaitable, mais également possible, étant donné que la démocratie est déjà suffisamment stabilisée dans cette partie du continent. Le fait que la plupart des grands mouvements de populations soient intervenus loin des pays situés plus à l'ouest ne signifie pas que ces derniers doivent se désintéresser de ce fait historique, car tous ont participé à la violence du siècle passé, dont les migrations ne furent qu'une des manifestations les plus drastiques et l'Europe centrale et orientale le théâtre principal. À ce titre, il ne faut pas oublier l'externalisation de la violence européenne que constituèrent, à plus d'un titre, les guerres coloniales et de décolonisation qui, cette fois, impliquaient directement les États d'Europe occidentale (sans oublier le rôle joué par l'URSS dans le Tiers-Monde alors naissant).

COMMENT MARQUER LE DÉBUT DU XXI^E SIÈCLE ? REMARQUES SUR L'ÉPAISSEUR DU TEMPS

Il serait absurde de vouloir prétendre que l'Europe n'est pas encore entrée dans le XXI^e siècle – le défi du dialogue avec le monde arabo-musulman à l'époque du

terrorisme de l'Islam politique radical suffit à le rappeler. Pourtant, il semble bien que le continent européen ait conservé un pied dans le XX^e siècle par l'importance que revêtent aujourd'hui encore les questions de mémoire et les débats sur une narration adéquate. Comme le pressentait T. Judt dès le début des années quatre-vingt-dix, ce retard s'explique largement par le gel de la mémoire imposé par la guerre froide – à l'est de l'Europe surtout, mais pas seulement – qui figea ou, du moins, ralentit considérablement le travail de mémoire sur la Seconde Guerre mondiale.⁴⁴

De plus, l'histoire étant immanquablement liée aux lieux où elle se déroule, la question « Quand se termine le XX^e siècle ? » est étroitement dépendante de cette autre interrogation : « Où s'arrête l'Europe ? ». Le problème de l'extension géographique reste toujours actuel à l'heure des débats sur les projets d'intégration et d'élargissement de l'UE ; le dilemme posé par la candidature turque, elle-même le fruit désormais trop mûr de la guerre froide car résultant des pressions américaines d'alors sur les pays européens dans la logique de confrontation USA/URSS sur les marches méridionales de l'Union soviétique, se nourrit du traitement conflictuel de la mémoire du génocide arménien de 1915 : la Turquie se refuse encore à le reconnaître officiellement, alors que l'UE s'en est fait le dépositaire prudent. L'intégration de ce crime contre l'humanité dans l'historiographie turque est encore incertaine, et cette incertitude croît avec la prise de distance temporelle par rapport aux faits.

Même s'il faut donc s'habituer à la coexistence de plusieurs temporalités, il semble malgré tout que la pacification mémorielle du continent soit entamée. La force des discussions est fonction de l'engagement des protagonistes et de leurs descendants ainsi que de leur capacité à faire entrer un contenu mémoriel donné dans la mémoire collective ; « l'histoire du temps présent est une histoire en débat »⁴⁵, et celui-ci dure surtout tant que la génération concernée directement par les faits est encore vivante et active. Difficile d'imaginer aujourd'hui, près de cent ans après le début de la Première Guerre mondiale, une polémique comme celle qui anima la corporation des historiens à partir de 1964 autour des thèses de Fritz Fischer.⁴⁶ Tout comme il faut un certain temps pour que le travail de mémoire puisse s'opérer, au delà de quelques générations celui-ci devient caduc. On peut formuler l'hypothèse selon laquelle l'Europe s'est engagée, sous l'effet des événements de 1989-1991, dans la *seconde phase d'historicisation de « l'âge des extrêmes »*.

Face à la démesure du XX^e siècle, au vu de ses séismes humains et de leurs répliques tardives parfois puissantes, il n'est guère surprenant qu'il soit aujourd'hui encore sujet à controverse. Cela est même rassurant, car

l'historicisation l'exige, et celle-ci est la seule voie permettant d'échapper à l'oubli, ainsi thématisé par M. Yourcenar dans les années cinquante :

La mémoire de la plupart des hommes est un cimetière abandonné, où gisent sans honneurs des morts qu'ils ont cessé de chérir.⁴⁷

Notes

¹ GADDIS, John Lewis : *On Moral Equivalency and Cold War History*. In : *Ethics and International Affairs* 10 (1996), version en ligne sur <http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/gaddis.htm> (consultation : 23/06/2010) : "We have gone too far looking at the Cold War within a materialist framework devoid of moral content. This [was, from the outset, a struggle for people's minds as well as for their bodies and their possessions. We are sure to understand it badly if we fail to take that fact into account. [...] We need to be careful about the methodological metaphors we keep in our minds. Too much of Cold War history was written as if its major contenders were indeed featureless billiard balls, whose internal composition and character didn't much matter. In retrospect, apples and oranges might have been the better metaphor: at least it would have allowed for irregularity, asymmetry, and the possibility of internal rot." Cf. GADDIS, John Lewis : *We now know. Rethinking Cold War history*. Oxford : 1997.

² Cf. la critique de HOBSBAWM, Eric : *Age of Extremes. The Short Twentieth Century, 1914-1991*. London : 1995 (7^e édition), p. 483 : « Did anyone in 1985 seriously suppose that, six years later, the USSR and its Communist Party, would have ceased to exist, and indeed that all other communist regimes in Europe would have disappeared? To judge by the complete lack of preparation of Western governments for the sudden collapse of 1989-91, the predictions of the imminent demise of the West's ideological enemy were no more than the small change of public rhetoric ».

³ Voir notamment, à propos de François Mitterrand, le livre de SCHABERT, Tilo : *Mitterrand et la réunification allemande : une histoire secrète (1981-1995)*. Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni. Paris : 2005.

⁴ Cf. FLIERL, Thomas. Elfriede Müller (édit.) : *Osteuropa – Schlachtfeld der Erinnerungen*. Berlin : 2010.

⁵ Cf. KAGAN, Robert : *The Return of History and the End of Dreams*. New York : 2008.

⁶ Cf. HABERMAS, Jürgen : *Die postnationale Konstellation. Politische Essays*. Frankfurt : 1998, p. 72.

⁷ Cf. FUKUYAMA, Francis : *The End of History and the Last Man*. New York : 1992.

⁸ Cf. HOBSBAWM, Eric : *op. cit.*

⁹ Cf. WEBER, Pierre-Frédéric : *Deutsch-französische Versöhnung vs. deutsch-polnische Normalisierung. Vergleichbarkeit der Grenzen / Grenzen der Vergleichbarkeit*. (article à paraître en 2011)

¹⁰ Cf. MEHLHORN, Ludwig : *Die Sprachlosigkeit zwischen Polen und der DDR: Eine Hypothek*. In : KOBYLINSKA, Ewa. Andreas Lawaty. Rüdiger Stephan (édit.) : *Deutsche und Polen. 100 Schlüsselbegriffe*. München - Zürich : 1992, pp. 522-528.

¹¹ Ainsi l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ), fondé en 1963, sert de modèle à la création de l'Office germano-polonais pour la jeunesse en 1991.

¹² Klaus Bachmann, cité par BURAS, Piotr : *Die IV. Republik und Deutschland: eine Anatomie des Misstrauens*. In : *Polen-Analysen* (2006), n° 3, pp. 2-14, <http://www.laender-analysen.de/polen/pdf/PolenAnalysen03.pdf> (consultation : 11/07/2010).

- ¹³ Cf. BALCEROWICZ, Leszek : *Socjalizm, Kapitalizm, Transformacja. Szkice z przelomu epok.* Warszawa : 1997, p. 358.
- ¹⁴ Cf. VIATTEAU, Alexandra : *Requiem pour Boris Eltsine, la liberté qui libère*, <http://www.diploweb.com/edito/viatteau07056.htm> (consultation : 11/07/2010).
- ¹⁵ Phrase du discours prononcé par Vladimir Poutine le 26 avril 2005 devant le Parlement russe (*Douma*) à l'occasion du 60^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale.
- ¹⁶ Cf. KAGAN, Robert : *op. cit.*, pp. 12-25.
- ¹⁷ Cf. ASSMANN, Aleida : *Der lange Schatten der Vergangenheit. Erinnerungskultur und Geschichtspolitik.* München : 2006, pp. 183-204.
- ¹⁸ Le phénomène de la « compensation » (*Aufrechnung*) constituant l'une des stratégies de refoulement très bien décrites par Assmann, cf. ASSMANN, Aleida : *op. cit.*, pp. 169-181.
- ¹⁹ Cf. GROSS, Jan T. : *Neighbors: The Destruction of the Jewish Community of Jedwabne, Poland.* Princeton : 2001.
- ²⁰ Cf. *Encyclopédie multimédia de la Shoah*, article sur la Lituanie : <http://memorial-wlc.recette.lbn.fr/article.php?lang=fr&ModuleId=192> (consultation : 7/07/2010).
- ²¹ On pense ici au « Musée letton de l'Occupation 1940-1991 » (*Latvijas Okupācijas muzejs*), créé en 1993 : <http://www.omf.lv/index.php?lang=english> (consultation : 7/07/2010).
- ²² Cf. SNYDER, Timothy : *The Reconstruction of Nations: Poland, Ukraine, Lithuania, Belarus, 1569-1999.* New Haven – London : 2004, pp. 202-214.
- ²³ Cf., notamment, ZAREMBA, Marcin : *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm. Nacjonalistyczna legitymizacja władzy komunistycznej w Polsce.* Warszawa : 2005 ; MEVIUS, Martin : *Agents of Moscow. The Hungarian Communist Party and the Origins of Socialist Patriotism 1941-1953.* Oxford : 2005.
- ²⁴ Cf. ASSMANN, Aleida : *op. cit.*, p. 65 sq. ; Assmann cite les exemples des Tchèques (la défaite de la Montagne blanche en 1620) et des Polonais (les soulèvements réprimés de l'époque des Partages, au XIX^e siècle).
- ²⁵ Cf. ROUSSO, Henry : *Das Dilemma eines europäischen Gedächtnisses.* In : *Zeithistorische Forschungen/ Studies in Contemporary History* 1 (2004), n°3, <http://www.zeithistorische-forschungen.de/16126041-Rouso-3-2004> (consultation : 9/07/2010).
- ²⁶ Cf. SNYDER, Timothy : *op. cit.*, pp. 256-293.
- ²⁷ Cf. HABERMAS, Jürgen : *op. cit.*
- ²⁸ CHRISTOPHE, Barbara : *Wider die Sprachlosigkeit oder: Wessen Geschichte zählt?* In: Introduction à l'exposition « 1989-2009: Bewegte Welt – Erzählte Zeit. Zeitgenössische Fotografie und Videokunst aus Russland, der Ukraine, Belarus, Georgien, Kasachstan, Kirgisistan, Usbekistan und Deutschland » (Goethe-Institute de la région Europe orientale/ Asie centrale), <http://www.goethe.de/ins/ru/lp/prj/bew/prk/de4778098.htm> (consultation : 10/07/2010).
- ²⁹ La Tchécoslovaquie créée après la Première Guerre mondiale sous l'impulsion de Tomáš Garrigue Masaryk reste l'un des rares exemples de démocratie moderne dans la région d'Europe centrale au XX^e siècle, cf. SOUBIGOU, Alain : *Thomas Masaryk. Préface de Václav Havel.* Paris : 2002.
- ³⁰ Cf. VAN RENTERGHEM, Marion : *La nouvelle droite populiste européenne prospère sur la dénonciation de l'Islam.* In : *Le Monde*, 17/03/2010.
- ³¹ HABERMAS, Jürgen : *op. cit.*, p. 123.
- ³² Cf. SCHULLER, Konrad : *Wem gehört der Sieg über den Kommunismus?* In : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 5/06/2009.
- ³³ HABERMAS, Jürgen : *Die nachholende Revolution.* Frankfurt am Main : 1990.
- ³⁴ Diffusé en 1990 notamment par des intellectuels, anciens dissidents de l'Est, tels que Václav Havel, Jens Reich ou bien György Konrad.
- ³⁵ Cf. ASSMANN, Aleida : *op. cit.*, p. 263 sq.

- ³⁶ Hobsbawm utilise l'expression « mood of uneasiness », cf. HOBBSAWM, Eric : *op. cit.*, p. 13.
- ³⁷ Cf. BRZEZINSKI, Zbigniew : *Out of Control: Global Turmoil on the Eve of the Twenty-first Century*. New York : 1993.
- ³⁸ Cf. ASSMANN, Aleida : *op. cit.*, p. 255-258.
- ³⁹ TIBI, Bassam : *Europa ohne Identität ? Leitkultur oder Wertebeliebigkeit*. 2. Aufl. München : 2001, p. 183 : « Primat der Vernunft vor religiöser Offenbarung [...], individuelle Menschenrechte (also nicht Gruppenrechte), säkulare, auf der Trennung von Religion und Politik basierende Demokratie, allseitig anerkannter Pluralismus sowie ebenso gegenseitig zu geltende säkulare Toleranz ».
- ⁴⁰ Cf. SONTAG, Susan : *Regarding the Pain of Others*. New York : 2003.
- ⁴¹ BRAGUE, Rémi : *Europa – eine exzentrische Identität*. Frankfurt am Main : 1993, p. 40.
- ⁴² Cf. TROEBST, Stefan : *Vertreibungsdiskurs und europäische Erinnerungskultur. Deutsch-polnische Initiativen zur Institutionalisierung. Eine Dokumentation*. Osnabrück : 2006.
- ⁴³ Cf. BINGEN, Dieter. Włodzimierz Borodziej. Stefan Troebst (édit.) : *Vertreibung europäisch erinnern? Historische Erfahrungen – Vergangenheitspolitik – Zukunftskonzeptionen*. Wiesbaden : 2003 ; BINGEN, Dieter. Kazimierz Wóycicki (édit.) : *Die Kopernikus-Gruppe. Zwischenbilanz eines deutsch-polnischen Gesprächskreises*. Wiesbaden : 2007.
- ⁴⁴ Cf. JUDT, Tony : *The Past is Another Country: Myth and Memory in Postwar Europe*. In : *Daedalus* 121 (1992), n° 3, pp. 83-119 ; cf. idem : *Postwar. A History of Europe since 1945*. New York : 2005, pp. 803-831.
- ⁴⁵ SABROW, Martin. Ralph Jessen. Klaus Große Kracht (édit.) : *Zeitgeschichte als Streitgeschichte. Große Kontroversen seit 1945*. München : 2003.
- ⁴⁶ Cf. JARAUSCH, Konrad H. : *Der nationale Tabubruch. Wissenschaft, Öffentlichkeit und Politik in der Fischer-Kontroverse*. In : SABROW, Martin et al. : *op. cit.*, p. 20-40.
- ⁴⁷ YOURCENAR, Marguerite : *Les mémoires d'Hadrien*. Paris : 1974 (Première édition : 1951), p. 228.